

**Actes de la journée d'étude organisée  
par le Groupe *initiatives* le 25 juin 2008**

---

## **Les agrocarburants : opportunités et menaces pour les populations du Sud**

Sous la coordination de Maryline Cailleux (Gret),  
Damien Lagandré (Gret) et Anne Lhomme (Iram)

► *Présentés comme une voie de limitation des émissions de carbone et de la dépendance énergétique, mais également comme une source d'emplois et de revenus, notamment pour les pays du sud, les agrocarburants ont connu récemment un engouement dans les politiques publiques sur tous les continents. De plus en plus de voix s'élèvent cependant pour dénoncer leurs effets pervers, que ce soit en termes d'efficacité environnementale ou de compétition avec les productions alimentaires, de conditions de travail difficiles, etc.*

*Le Groupe initiatives a choisi d'aborder ce débat à travers une journée d'étude mobilisant plusieurs experts ainsi que ses membres. Nous proposons ici la synthèse des interventions de cette journée, qui ont cherché à répondre aux questions suivantes : en fonction des besoins en énergie et du potentiel agricole des pays du Sud, les agrocarburants représentent-ils véritablement : une opportunité de création d'emplois et de revenus ? une opportunité d'amélioration de l'accès à l'énergie ? une menace pour les écosystèmes et la sécurité alimentaire ?*

*L'analyse de ces questions nécessite un examen à différentes échelles et pour différents usages : échelle locale à travers le développement des filières courtes, destinées à différents usages (énergie mécanique, électricité, transport, etc.) et échelle des États ou sous-régions.*

## Sommaire

<b>LISTE DES INTERVENANTS .....</b>	<b>5</b>
<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
<b>PREMIERE PARTIE : ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION ET DES CONTROVERSES .....</b>	<b>9</b>
<b>I. LE DEVELOPPEMENT ACTUEL DES AGROCARBURANTS .....</b>	<b>9</b>
Les politiques en cours pour favoriser le développement des agrocarburants et la situation de la production ( <i>présentation de Mylène Testut, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche</i> ) .....	9
<b>II. LES LIMITES DU DEVELOPPEMENT DES AGROCARBURANTS DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE .....</b>	<b>13</b>
1. Efficacité et efficacité des agrocarburants au regard de la réduction des gaz à effet de serre et l'indépendance énergétique des pays producteurs ( <i>présentation de Pierre Perbos, Réseau Action Climat</i> ) .....	13
2. L'impact environnemental au sens large ( <i>présentation de Jean-Philippe Denruyter, WWF Belgique</i> ) .....	14
3. Potentiel maximum de production, aux vues des surfaces disponibles aujourd'hui et dans le futur, et de la concurrence avec les productions alimentaires : cas du Sahel ( <i>présentation de Denis Gautier, Cirad</i> ) .....	15
4. Lien entre l'augmentation des prix agricoles et l'augmentation de la production d'agrocarburants ( <i>présentation de Martin Von Lampe, OCDE</i> ) .....	17
5. Questions de compréhension .....	18
<b>DEUXIEME PARTIE : DEBATS SUR LES OPPORTUNITES ET LES MENACES REPRESENTÉES PAR LES AGROCARBURANTS .....</b>	<b>19</b>
<b>I. UNE REPOSE AUX BESOINS ENERGETIQUES DANS LES PAYS DU SUD ? .....</b>	<b>19</b>
1. Les besoins en énergie des pays du Sud, un facteur limitant du développement ? ( <i>présentation de Christian de Gromard, AFD</i> ) .....	19
2. Situation énergétique en milieu rural et liens entre accès à l'énergie et la pauvreté ( <i>présentation de Fabrice Thuillier, GERES</i> ) .....	20
3. Illustration de la situation énergétique au Mali ( <i>présentation de Bougouna Sogoba, ONG AMEDD</i> ) .....	21
4. Illustration de la situation énergétique au Brésil ( <i>présentation de Joaquim Diniz, coordinateur de l'ONG AACC, partenaire d'AVSF</i> ) .....	22
5. Points de débats .....	24

<b>II. LES AGROCARBURANTS REPRESENTENT-ILS UNE OPPORTUNITE POUR LES AGRICULTURES FAMILIALES DU SUD ? À QUELLES CONDITIONS ?</b> .....	25
1. Modalités de développement des filières et intérêts pour les agricultures familiales : le cas de Madagascar ( <i>présentation de Perrine Burnod, Cirad</i> ) .....	25
2. Marges de manœuvre dans les politiques internationale pour permettre de limiter les risques pour les paysans du Sud ( <i>présentation d'Émilie Pons, Groupe d'Économie Mondiale, Sciences-Po</i> ) .....	27
3. Quel mode d'intégration des agrocarburants dans le système agriculteurs familiaux au Mali ? ( <i>présentation de Bougouna Sogoba, ONG AMEDD</i> ) .....	29
4. Comment intégrer les agriculteurs familiaux à la production d'agrocarburants ? Exemple au Brésil ( <i>présentation de Joaquim Diniz, coordinateur de l'ONG AACC, partenaire d'AVSF</i> ) .....	29
5. Points de débats .....	30
<b>III. CONCLUSION</b> .....	31
LISTE DES PARTICIPANTS .....	33
NOTE DE CADRAGE DU GROUPE INITIATIVES .....	35

## **II. LES AGROCARBURANTS REPRESENTENT-ILS UNE OPPORTUNITE POUR LES AGRICULTURES FAMILIALES DU SUD ? À QUELLES CONDITIONS ?**

---

On cherchera à distinguer les options disponibles dans le cas des filières longues destinées à l'export (certification, labellisation, etc.) ou les options existantes pour encourager une production en filière courte, moins risquée.

### **1. Modalités de développement des filières et intérêts pour les agricultures familiales : le cas de Madagascar**

*Présentation de Perrine Burnod, Cirad*

À l'instar du Brésil, Madagascar est présenté comme un territoire dont les terres disponibles sont nombreuses. L'examen des différentes modalités d'organisation de la filière permet d'évaluer les impacts potentiels du développement d'une filière jatropha à Madagascar sur les agriculteurs. Cette analyse manque cependant de données économiques, essentielles pour juger de la rentabilité des filières. Ces données sont aujourd'hui inconnues ou incertaines (le prix actuel de la graine est élevé par exemple, mais certainement du fait qu'elle est recherchée pour la plantation. Il n'est pas sûr qu'il se maintienne).

#### **1.1 Modèle familial d'organisation de la production**

Madagascar compte 2,4 millions d'exploitations en polyculture élevage, possédant une surface moyenne de 0,87 ha et cultivant principalement du riz, du maïs et du manioc.

Plus d'un millier de producteurs ont planté du jatropha. Ces derniers font systématiquement partie d'une organisation paysanne appuyée par une ONG. Pour l'instant, plus de 500ha seraient concernés, mais sur ces parcelles le jatropha est planté en haies ou sert de tuteur. L'objectif est de faire des haies antiérosives et de produire des graines. L'huile sera destinée à la fabrication de savon ou à alimenter en carburant des décortiqueuses à riz motorisées. On observe également de façon plus ponctuelle des agriculteurs ou des propriétaires fonciers qui plantent en dehors de projets soutenus par les ONG. On est cependant loin d'observer une réelle dynamique paysanne.

Deux types de terres peuvent être mobilisés :

- les terres du patrimoine familial : en remplacement d'une culture (risque de concurrence avec l'alimentaire) ou sur les espaces interstitiels (haies vives, tuteurs, pas de concurrence mais faible surface) ;
- les terres marginales/supplémentaires. Elles risquent de poser des problèmes de droits fonciers. D'autre part, elles sont généralement éloignées ou peu productives.

L'introduction du jatropha implique donc des changements dans la gestion du patrimoine foncier au niveau familial et local qu'il est nécessaire d'étudier (exclusion de certains ayants droits, changements des contrats fonciers, augmentation de la valeur du foncier ?).

En termes d'organisation de l'exploitation en revanche, le travail impliqué par la culture du jatropha s'introduit sans difficulté dans le calendrier de travail lié aux cultures annuelles.

Au même titre que d'autres cultures, l'accès aux intrants, au crédit, au conseil technique et aux marchés, reste crucial pour assurer le développement d'une culture énergétique.

L'exemple des autres filières agricoles malgaches laisse supposer que les agriculteurs n'auront pas la capacité financière pour utiliser des variétés améliorées, des engrais ou des produits phytosanitaires. Cela ne veut pas dire que les rendements seront moindres que ceux de l'agriculture industrielle : l'utilisation des tourteaux, la conduite en association et la moindre pression des ravageurs sur de petits lopins, peuvent au contraire être garantes de meilleurs rendements.

La filière de transformation et de commercialisation est encore peu développée et soulève de nombreuses interrogations (amélioration des revenus des agriculteurs, accessibilité au marché, difficultés techniques de transformation, effets d'entraînement.). L'avantage du jatropha est que les risques et les contraintes associés à la commercialisation peuvent être évités par une transformation et la consommation au niveau local de l'huile ou de ses produits dérivés. Dans certaines zones de Madagascar, la valorisation de l'huile en savon ou carburant s'avère rentable d'après des estimations basées sur des rendements minimums et un prix de marché inférieur à celui pratiqué actuellement.

## 1.2 Le modèle industriel

Une dizaine d'investisseurs privés, majoritairement étrangers, sont présents. Ils tentent de développer une agriculture industrielle pour exporter l'huile vers l'Union européenne. Au total, 500 000 ha de plantation sont annoncés. À l'heure actuelle, 30 000 ha ont été plantés. Certains exemples révèlent que les taux de réussite des plantations sont faibles et très peu de pieds sont entrés en production.

Il n'y pas à Madagascar de promotion particulière de la part du gouvernement pour accueillir les investisseurs. Cependant, dans le cadre de la réforme foncière en cours, apparait la possibilité de définir des Zones d'Investissements Agricoles (ZIA). Les chefs de région ont été responsabilisés par la présidence, pour identifier ces zones d'investissements. Bien que leur pouvoir effectif ne soit pas encore clair, la plupart s'empresse de définir ces zones et de les attribuer à des investisseurs sans tenir forcément compte des droits de propriété coutumiers. Grâce à cette voie, des investisseurs ont pu accéder à des parcelles de plusieurs centaines d'hectares sans avoir à engager des démarches de consultation rigoureuses auprès des communautés locales. À l'heure actuelle, la majorité des investisseurs n'a pas obtenu un bail emphytéotique signé par les autorités compétentes, et certains ont vu leurs parcelles endommagées et brûlées par les riverains. L'implantation des industriels a dans certains cas remis en cause des droits d'usage ou de propriétés « coutumiers » d'éleveurs et d'agriculteurs locaux.

Les impacts en termes d'emplois sont contrastés et il est nécessaire de s'interroger sur les conditions de travail et les niveaux de rémunération proposés :

- des emplois permanents peuvent être créés mais ceux-ci risquent d'être peu nombreux. À Madagascar à l'heure actuelle, il n'y a eu qu'un emploi permanent créé pour 1 000 ha plantés ;
- de nombreux emplois saisonniers peuvent également être créés pour assurer les travaux de plantation, de sarclage et de récolte. Pour le jatropha, cela représente une vraie opportunité pour les paysans qui peuvent réaliser ces tâches peu techniques et qui ont en général lieu en dehors des périodes de travail sur leurs parcelles.

D'autre part, des impacts sur le développement local sont annoncés (écoles, dispensaires, routes, etc.) mais le réinvestissement local d'une part des bénéfiques par l'entreprise risque de demeurer limité.

Par ailleurs, deux risques importants sont à attendre de la mise en culture de grandes superficies :

- la perte de biodiversité ;
- l'augmentation des risques phytosanitaires. À Madagascar, une augmentation de la pression des ravageurs et des maladies liées au jatropha toucherait également le manioc, qui appartient à la même famille. Il y a donc des risques indirects pour cette importante culture vivrière.

### **1.3 La contractualisation**

Le troisième mode d'organisation qui pourrait se développer pour la filière énergie est la contractualisation entre agriculteurs familiaux et industriels. Différentes formes de contrats existent :

#### *La délégation de production*

Ce modèle est présent à Madagascar. Deux investisseurs privés souhaitent déléguer la production aux petits agriculteurs. À l'heure actuelle, environ un millier d'agriculteurs seraient engagés sur cette voie. L'objectif annoncé est de transformer localement l'huile en biodiesel pour la consommation nationale et l'export. Pour l'industriel, l'avantage réside en une sécurisation des droits fonciers. Pour les agriculteurs, les avantages sont d'obtenir une garantie de débouchés (voire de rémunération), un meilleur accès aux intrants, au conseil technique et au crédit. Les désavantages portent pour les industriels sur la sécurisation de l'approvisionnement et les coûts d'organisation, pour les agriculteurs sur le déséquilibre de la négociation relative aux termes du contrat (prix).

#### *La Joint-venture (schéma non présent à Madagascar)*

Les avantages sont, pour les industriels, l'accès sécurisé au foncier, pour les ruraux, l'accès à l'emploi et le partage des bénéfiques. Cependant, les producteurs risquent d'être exclus des processus décisionnels, voire, dans des situations extrêmes, expropriés.

### **1.4 Conclusion : un besoin de politiques publiques**

La mise en place d'une filière agrocarburant/jatropha à Madagascar demande avant tout celle d'une vraie politique foncière et d'aménagement du territoire, des instances de coordination de la filière (mise en place de cahiers des charges, de certifications,) et des choix politiques pour promouvoir l'insertion de l'agriculture familiale dans les différentes filières.

## **2. Marges de manœuvre dans les politiques internationale pour permettre de limiter les risques pour les paysans du Sud**

*Présentation d'Émilie Pons, Groupe d'Économie Mondiale, Sciences Po*

### **2.1 Caractérisation des risques pour les agriculteurs familiaux**

Différents risques sociaux peuvent être associés à la production d'agrocarburants dans des filières longues dans les pays du Sud :